

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 156  
Juillet 2024

# le libertaire

## revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. ( En Français ), repris par Sébastien Faure en 1895.  
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

## La tambouille politicarde continue

**I**l faut que rien ne change pour que rien ne bouge. Et voilà que Yaël Braun-Pivet est réélue au perchoir grâce aux députés LR et quelques autres de Liot en échange de postes-clés à l'Assemblée. Bref, la macroniste est réélue comme s'il n'y avait pas eu d'élections législatives entre temps. Alors un insoumis comme Premier ministre... c'est pas gagné.

Ils ont voté pour faire barrage au R.N., ils ont voté pour des avancées sociales via le NFP, ils ont voté R.N. pour que ça change et qu'il n'a jamais été au pouvoir donc essayons-le, ils ont voté pour que la bande à Macron se maintienne au pouvoir, ils ont voté parce qu'ils ont cru faire leur devoir de citoyen...et pour bien d'autres raisons sans doute. Des millions de Français ont dû avoir l'impression de se faire couillonner.

Et maintenant, qu'est-ce que cela va changer pour les travailleurs. Pas grand-chose si ce n'est l'austérité car la dette de la France est colossale et que l'Europe pourrait attaquer la France pour non-respect de ses engagements par rapport au déficit...La France ne rentre pas dans ces clous puisque celui-ci s'élève pour l'année 2023 à 5,5% de son produit intérieur brut, et sa dette publique se monte à 110,6% du PIB. Cette dernière pourrait même s'envoler, selon les prévisions de la Commission européenne, jusqu'à 114%, en raison des déficits persistants de l'Hexagone.

Le Pacte de stabilité budgétaire européen c'est de maintenir son déficit public en dessous des 3% de la richesse nationale, et sa dette sous le seuil des 60% de la richesse nationale. On est loin du compte et la France pourrait se voir infliger une amende jusqu'à 2,7 milliards d'euros par an si elle ne fait pas d'efforts pour résorber déficits et dettes. Super cadeau pour le prochain gouvernement.

Et les réactionnaires jouent sur les peurs en indiquant que l'incertitude politique peut avoir des conséquences négatives sur l'économie de la France et sur ses finances publiques. Les investissements seraient freinés. Voilà, en gros, ne tentez pas une autre politique qui plomberait les finances de la France qui sont déjà mal en point et qui

risquerait d'aggraver la situation.

C'est bien mal parti pour un changement. Sauf si le peuple en décide autrement et se révolte. Mais sincèrement, il n'y a rien à attendre des politiciens qui promettent la lune aux électeurs pour mieux être élus...et tromper les votants.

Il ne faut pas s'étonner après que le R.N. monte. Mais tant que la droite et le centre tiennent les cordons de la bourse, le patronat continue à se frotter les mains et à engranger les profits. Que 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, c'est pas leurs affaires. Qu'il n'y aura pas un enseignant devant chaque classe à la prochaine rentrée scolaire, ils s'en fichent aussi. Que le système de soin continue sa descente aux enfers, que des personnes âgées ne meurent pas dignement...ce n'est pas leur problème. Le logiciel du patronat, c'est le tiroir-caisse. De temps en temps comme au bon vieux temps des dames patronnesses, on voit quelques patrons donner dans le caritatif, histoire de se donner bonne conscience. Mais ça s'arrête là.

Les anarchistes critiquent tous les politiciens. Et cela vient de loin pour les marxistes, aussi, puisque Bakounine déjà en 1873 dans *Etatisme et anarchie*, fit une synthèse de sa vision globale du marxisme : « L'élection par l'ensemble de la nation des représentants soi-disant du peuple et des dirigeants de l'Etat – ce qui est le dernier mot des marxistes aussi bien que l'école démocrate – est un mensonge qui cache le despotisme de la minorité dirigeante, mensonge d'autant plus dangereux qu'il est présenté comme l'expression de la prétendue volonté du peuple. [...] Aussi sous quelque angle qu'on se place pour considérer cette question, on arrive au même résultat exécrable : le gouvernement de l'immense majorité des masses populaires par une minorité privilégiée. [...] Ces élus seront en revanche des socialistes convaincus et par surcroît savants. [...] le pseudo-Etat populaire ne sera rien d'autre que le gouvernement despotique des masses prolétaires par une nouvelle et très restreinte aristocratie de vrais ou prétendus savants [...] cette dictature sera temporaire et de courte durée. Ils prétendent que son seul souci et son unique fin sera de donner l'instruction

au peuple et de le porter, tant économiquement que politiquement, à un tel niveau que tout gouvernement ne tardera pas à devenir inutile.[...] Il y a une flagrante contradiction. Si leur Etat est effectivement un Etat populaire, quelles raisons aurait-on de le supprimer ? Et si, d'autre part, sa suppression est nécessaire pour l'émancipation réelle du peuple, comment pourrait-on le qualifier d'Etat populaire ? A méditer.

Pour être bien clair, les anarchistes « préfèrent » vivre sous la coupe d'un gouvernement de droite-gauche que sous un gouvernement dirigé par l'extrême-droite (R.N., Reconquête...). Au moins, nous pouvons encore nous exprimer même si ça devient de plus en plus difficile avec la répression du mouvement social et des mouvements écologistes. Ce n'est pas pour cela que l'on doit taire nos critiques de fond et qu'on ne doit pas proposer une alternative libertaire. Au contraire, tant que l'on peut encore dire ce que l'on a à dire, faisons-le. Tant qu'on peut agir, agissons.

De la même manière, les « anciens » préféreraient vivre dans un régime libéral plutôt que dans un Etat stalinien dit prolétarien. Idem pour les régimes théocratiques. Pendant la Terreur stalinienne, aucune orga-

nisation anarchiste ne pouvait s'exprimer. En Iran, le parti communiste a été réprimé par les mollahs...

Exerçons notre liberté tant que nous le pouvons. Montrons des ZAD, syndiquons-nous dans des syndicats de combat, investissons nous dans les luttes sociales, culturelles, écologiques et autres... Nous n'attendons pas des lendemains qui chantent mais plus belle est la vie quand on construit pas à pas une contre-société.

Et puis terminons par une note positive : les Néandertaliens prenaient soin de leurs malades. Les ossements humains d'un enfant handicapé, récemment analysés près de Valence en Espagne, prouvent que nos ancêtres disparus faisaient preuve d'empathie et d'entraide envers leurs semblables, même en état de faiblesse (maladies, blessures, handicaps...). Ces personnes ayant bénéficié de l'entraide n'avaient pas la possibilité de rendre la réciprocité, l'action des bien-portants était donc désintéressée. L'étude en cours indique que cette aide désintéressée « suggère que cette adaptation sociale complexe a une origine très ancienne dans le genre Homo. »

Et les anarchistes saluent ces découvertes qui confirment les écrits et recherches de Kropotkine.

Patoche (GLJD)

## Abstention en récidive

Les Français ont voté et massivement, notamment pour le RN. Personne ne peut dire aujourd'hui que ce sont les abstentionnistes de par leur inconscience qui ont permis les scores du Rassemblement National. Au soir du premier tour, les politiciens se pouillaient comme d'habitude mais peu d'entre eux parlaient du pourquoi le RN et ses alliés Ciotti et Cie avaient récolté 10,6 millions de voix. Un véritable rouleau compresseur d'extrême-droite au lendemain des européennes et d'une dissolution hasardeuse de Macron. Pourtant tous les voyants indiquaient que le RN était favori des législatives après les européennes. Mais parler des raisons de cette montée du RN aurait voulu dire que celle-ci était due aux politiques menées par les politiciens de gauche comme de droite en passant par Macron. Aucune remise en cause... Ce qui n'augure rien de bon.

Certains camarades nous ont dit qu'en ne votant pas, on faisait le jeu du RN et qu'il fallait une action courageuse des libertaires pour empêcher le raz-de-marée annoncé. Foutaises que cela.

Tout d'abord, relativisons : le RN a engrangé, seul, 29,25% des suffrages exprimés avec une abstention de 33%. Et

puis, en admettant que les anarchistes pèsent l'équivalent de l'extrême gauche soit 200 000 voix, que représentent ces voix face à 11 millions de voix à l'extrême-droite : pas grand-chose, en tout cas cela n'aurait eu aucune incidence sur le résultat final du vote. En clair, on nous demande de renier nos principes pour des clopinettes, pour mieux nous assimiler aux autres organisations, ce que l'on ne souhaite à aucun moment surtout quand on prétend être une alternative libertaire.

Les anarchistes qui appellent à l'abstention dans la configuration politique actuelle ne choisissent pas la facilité, bien au contraire. Il est plus facile de mettre un bulletin dans l'urne en disant « j'ai fait mon boulot de citoyen », on ne pourra pas rien me reprocher etc. Plutôt que de démontrer que le système de la démocratie représentative est une illusion. Nous avons édité plusieurs analyses à cet effet, comme d'autres...

Alors pour le deuxième tour, les politiciens, y compris certains libertaires, nous resservent la même soupe du front républicain. Et on assiste à des bidouilles, magouilles, tambouilles... des politiciens qui veulent éviter un maximum de triangulaires pour faire barrage au RN.

Les partis qui hier se tapaient dessus à bras raccourcis se font des risettes pour s'allier et essayer que le RN soit en majorité relative à l'Assemblée. Quelle image donnent les politiciens de la politique ? ça file la gerbe !

Ce que l'on constate, et nous le disons depuis longtemps, la démocratie peut permettre à un parti d'extrême-droite d'arriver au pouvoir par les urnes. On constate aussi que 63% des Français sont contre une majorité de députés R.N. à l'Assemblée...

La politique du front républicain, c'est une impasse politique à moyen terme qui finira par renforcer le patronat et autres ennemis des travailleurs et des classes populaires. Ce front nous propose au final une réhabilitation du macronisme et permettra de faire élire des personnalités comme Darmanin qui n'a pas été très tendre avec les manifestants ou Madame Borne qui a gouverné avec moult 49.3

La poudre politicienne de perlimpinpin, sous couvert de faire reculer l'extrême-droite, n'a d'autre ambition que d'assurer la survie politique de personnalités politiques qui, pourtant ont mené des politiques anti-ouvrières d'ampleur : réforme des retraites, la loi immigration... et loi/chômeurs en attente. Quoique nous prétendent les

partisans du « front républicain », bon nombre de députés qui se présentent sont, autant que l'extrême-droite, de vrais ennemis des travailleurs.

Nous réaffirmons que l'alternative de fond, c'est le mouvement social, les luttes collectives pour défendre nos intérêts de classe. Un réel front populaire devrait chercher à construire la riposte par en bas face à Macron et l'extrême-droite, en unifiant les forces syndicales et associatives, en toute indépendance des partis politiques qui trahissent à qui mieux mieux et toujours. Le mouvement social s'est exprimé dans les luttes à l'image des millions de manifestants et grévistes qui se sont opposés à la réforme des retraites du gouvernement Borne.

La poussée et la dynamique de l'extrême droite, ni les causes qui la nourrissent n'auront disparu à l'issue des législatives. Qu'on se le dise ! Les mêmes fausses solutions du prochain front républicain produiront les mêmes effets dévastateurs vis-à-vis des travailleurs, pavant la voie à l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite en 2027. Car c'est l'objectif réel de l'extrême-droite, peu prête à gouverner dès aujourd'hui dans le carcan des lois européennes et du macronisme.

Ty Wi (GLJD)

## Les causes probables de la montée de l'extrême droite dans le monde capitaliste

**L**e phénomène politique le plus frappant de notre époque récente, que certains qualifient à juste titre d'ère de dirigeants autoritaires, est la montée de l'extrême droite dans les pays capitalistes partitocratiques. Il y a ceux qui préfèrent l'appeler la nouvelle droite radicale, ultranationaliste ou populiste, et la plus belliqueuse, la droite néofasciste. Pour une raison quelconque, une foule déçue et en colère, composée en partie de travailleurs, qui se sentent blessés, discriminés ou insuffisamment pris en charge par les institutions en lesquelles ils avaient confiance, se tournent vers cette option politique. Ni Franco, ni Hitler, ni Mussolini n'ont été ressuscités, même si le révisionnisme historique jette un regard nostalgique sur leurs régimes et encourage une relative compréhension. Il s'agit d'un phénomène très moderne. Pour mieux la comprendre, il faudra étudier le contexte dans lequel elle s'est produite pour révéler un à un les facteurs qui ont contribué à son émergence et à son développement. Premièrement, la disparition du mouvement ouvrier.

Dans l'État espagnol, au moins depuis les années quatre-vingt du siècle dernier, on ne peut parler ni de mouvement ouvrier, ni d'autonomie prolétarienne, ni

de conscience de classe. Les augmentations de salaires réalisées au cours de la décennie précédente, la peur du chômage, ajoutées à l'intervention des syndicats organisés sous l'égide du gouvernement qui ont monopolisé les négociations et démantelé les mécanismes d'assemblées, ont provoqué une vague de conformisme si généralisée qu'elle a déterminé une déclassification irréversible. La prépondérance du secteur tertiaire, l'automatisation des processus de production, la reconversion industrielle, l'installation en périphérie des masses laborieuses des grandes villes et la croissance économique relative aux premières phases de la mondialisation, ont rendu possible une atmosphère consumériste qui a donné naissance à une nouvelle classe moyenne salariée. C'était la fin du mouvement ouvrier autonome. Le nouveau mode de vie a créé une mentalité individualiste et compétitive, très éloignée des valeurs qui caractérisaient autrefois la classe ouvrière. Ensuite, la vie privée a complètement supplanté la vie sociale, permettant au syndicalisme et à la politique de se professionnaliser et de se corrompre, s'intégrant dans le monde de la marchandise comme un travail bien rémunéré et une opportunité de promotion sociale, bien sûr, toujours en même temps, pour les intérêts dominants.

L'immersion dans la vie privée, l'isolement social typique des banlieues métropolitaines, l'indifférence à l'égard de la politique – traduite par une acceptation passive du système parlementaire –, l'endettement et le souci de sécurité étaient les caractéristiques qui définissaient le mieux la nouvelle classe moyenne, ou mieux, la « prudence » de la majorité », comme l'appelleront plus tard les conseillers du dernier président socio-libéral. Le niveau de revenu était secondaire, car il ne modifiait guère l'idéologie méritocratique : même aujourd'hui, alors que la classe moyenne réelle s'appauvrit à un rythme forcé, 60 % de la population se considère comme membre de la classe moyenne et seulement 10 % se perçoivent comme un membre de la classe ouvrière. Le facteur classe moyenne a été décisif dans la paralysie sociale qui a persisté même dans une situation de nette inégalité et de dégradation du soi-disant « État providence » ou « Etat de droit » par ses panégyristes, ou plus précisément, dans la détérioration de la situation sociale et des services publics qui justifiaient la domination paternelle de l'État. La peur paralyse et c'est la grande passion d'une classe qui a ignoré la solidarité et qui ne savait que faire de la liberté. La panique nourrit leurs fantômes contre lesquels l'exigence de protection contre tout ennemi réel ou imaginaire occupe la première place de leurs revendications.

L'hégémonie de la classe moyenne a eu non seulement des conséquences pratiques, comme l'abandon de l'anti-capitalisme dans les médias populaires, mais aussi des conséquences idéologiques, avec le concept générique de « citoyenneté », nouveau sujet politique imaginaire du discours de gauche. Des curiosités extravagantes courantes dans les universités américaines, telles que le credo queer, l'écologie profonde, l'intersectionnalité et la théorie critique de la race, se sont répandues dans toute l'Europe à une vitesse incroyable dans les mouvements sociaux et politiques postmodernes, jusqu'à ce que leur vocabulaire pénètre dans le langage commun des militants et des politiciens branchés. La démolition des notions de classe, de raison, de révolution, d'émancipation, d'aliénation, d'entraide, de prolétariat, de mémoire, de communisme, etc., a permis au non-sens, à la contradiction et au délire de s'installer dans la pensée spéculative et le langage militant, encourageant toutes les classes d'irrationnel ainsi que les comportements sectaires. L'ennemi exploiteur n'était plus la bourgeoisie oppressive et l'État. Selon les nouveaux paramètres progressistes, il était l'homme blanc hétérosexuel et omnivore, un raciste et un violeur potentiel. La lutte des classes a été remplacée par la lutte des sexes. Le sentiment d'identité s'est fait avec la conscience prolétarienne, et l'idée de « diversité » avec celle d'universalité. Les piquets de grève et les grèves des travailleurs ont été relégués au profit de l'escrache et de la « culture de l'annulation ». La défense du territoire était vue comme une lutte contre le patriarcat... et ainsi de suite. En deux décennies de postmodernisme petit-bourgeois, une contre-révolution culturelle complète

s'est produite. Les révolutions qui servaient de piliers historiques aux protestations ont cessé d'être des références. Bref, la pensée libre, rationnelle et révolutionnaire a été liquidée au profit de la doctrine woke. La domination financière est tellement consolidée qu'aujourd'hui elle n'a plus besoin de raisons, il suffit d'avoir la déraison de son côté.

La crise financière survenue en 2008 a ébranlé la société capitaliste dans ses fondements. La décantation de l'État vers les banques conjugée à l'insuffisance des palliatifs en matière sociale ont conduit à une désaffection significative envers les partis majoritaires, sans doute le principal facteur de la montée de la droite. Le déclin et le discrédit des gouvernements éclairés par le jeu partisan, caractérisé et qualifié de « démocratie représentative » ou simplement de « démocratie », étaient manifestes. La classe moyenne – en particulier ses secteurs à faibles revenus et peu d'études – a réagi durement contre l'élite financière, le gouvernement et les Cortès, en soutenant les partis critiques improvisés par la droite et la gauche et promus en grande pompe par les médias. Il ne leur faudra pas longtemps pour être assimilés par le système qu'ils souhaitent régénérer. Le spectacle du renouveau a réussi à conjurer pour le moment la crise politique. L'économie a été mal contenue avec la réduction des dépenses publiques et les tentatives de reconversion « verte » de la production et de la consommation. La farce a été de courte durée puisque la crise migratoire de 2015 et l'épisode pandémique ont accéléré sa fin. Le mécontentement général provoqué par la difficulté de trouver du travail, la précarité des emplois, le prix du logement, le manque de soins de santé, les maigres retraites, le prix de l'essence, etc., n'a fait qu'accentuer le détachement de la politique et renforcer la conviction de la population touchée que le parlementarisme a échoué et ne fonctionne plus. Grâce à une crise prolongée, apparemment sans issue, le secret de l'élite politique a été rendu public : elle n'était rien d'autre qu'une caste avec ses propres intérêts, sans rapport avec ceux de ses électeurs, mais étroitement liés à la survie du capitalisme. Les conséquences des troubles et de la frustration ont été immédiatement perceptibles avec des niveaux élevés d'abstention et l'apparition de partis populistes qui ont exploité le sentiment d'insécurité de la population effrayée et lancé des slogans fabriqués avec les clichés éveillés de la gauche postmoderne bouleversés. Si le politiquement correct, l'alarmisme climatique et le langage inclusif étaient déjà un héritage de la classe dirigeante, les insultes, le déni et le sexisme constitueront le langage antisystème du présent. C'est ainsi que l'entend la nouvelle population, très habile à faire siennes les revendications sociales que les partis et syndicats classiques, trop ancrés dans les structures de pouvoir, ont négligées

La misogynie, l'homophobie, la transphobie et le racisme viendront orner sans grande originalité un discours qui revendique la famille traditionnelle, la religion catho-

lique, le sexe biologique, la propriété, l'espagnolité et les mythes patriotiques. Les idéaux universalistes de la classe ouvrière ayant disparu, leur place est remplacée par des projets identitaires nationalistes, ouvertement xénophobes, hostiles au pluralisme culturel et aux langues vernaculaires. Chez eux, l'étranger est l'ennemi suprême, la plus grande menace pour l'identité. Surtout si vous êtes musulman. L'extrême pauvreté provoquée par la mondialisation et la géopolitique dans de nombreux pays a poussé de nombreux immigrants vers les métropoles capitalistes, où ils survivront avec des emplois de misère dont personne ne veut, comblant ainsi les vides laissés par le retrait d'une population active vieillissante. La racialisation du prolétariat a été un autre des facteurs qui expliquent la progression de l'extrême droite, car non seulement elle a fourni aux masses lumpenbourgeoises un bouc émissaire idéal, le sans-papiers, présumé criminel, mais elle détourne l'attention du véritable ennemi, la classe capitaliste et ses assistants politiques..

La présence d'autres modèles de capitalisme plus efficaces comme le russe et le chinois, supervisés par des hommes forts s'appuyant soit sur de puissants appareils policiers et militaires, soit sur des bureaucraties politico-administratives tentaculaires, a constitué une source d'inspiration et une référence pour les dissidents conventionnels, conservateurs et autres « démocrates alternatifs » anti-progressistes. C'est pourquoi ils souhaitent ne pas s'aligner sur la politique étrangère nord-américaine. Pour la pensée autoritaire post-idéologique, l'inutilité des parlements s'étend à celle des partis, des syndicats et des lois garantes, tandis que le naufrage du libéralisme économique dans ses aspects keynésiens et thatchéristes nous obligent à remettre la direction politique de l'économie entre les mains d'un leader providentiel en bonnes relations avec la Russie, l'Iran et la Chine. Cependant, l'extrême droite n'est pas radicalement anti-européenne et ne se proclame pas non plus opposée au système parlementaire : elle est encline à changer l'UE et les parlements de l'intérieur et petit à petit. En matière institutionnelle, elle se montre assez modérée, puisqu'elle se veut avant tout un parti de l'ordre. Pour ce faire, vous devez gagner les élections. Une fois de plus, la technologie fournira les instruments nécessaires pour faire de la stratégie ultra une réalité : les réseaux sociaux. Ce sera le facteur définitif.

Les réseaux ont joué le même rôle que la radio a joué autrefois dans l'avènement du parti nazi. Au cours des dix dernières années, l'information et la politique ont subi une profonde transformation grâce aux algorithmes des plateformes. L'influence de la presse officielle s'est effondrée. La compréhension du temps s'est obscurcie : le futur, lieu des utopies, ne compte plus. Le passé, en tant que dépositaire d'un âge d'or parmi lequel choisir, ne sert à rien d'autre qu'à légitimer l'identité choisie. Le présent est l'époque hégémonique. Le monde des réseaux

est devenu furieusement présentiste. Dans la société de l'immédiateté ignorante, les citoyens du post-gauchisme sont devenus une multitude numérique, une masse informée, nourrie émotionnellement et coordonnée dans le cyberspace en temps réel. L'occasion, qui a en revanche ouvert les portes d'un contrôle social exhaustif, a été mise à profit politiquement par les mouvements de gauche émergents, mais ce sont les pages post-fascistes qui ont fini par prendre les devants. Sa fusion avec les réseaux et les applications donnera naissance à un monstre impossible à arrêter. Dans le cybermonde, les contenus aberrants et irrationnels attirent bien plus l'attention, car ils provoquent des réactions émotionnelles, controversées et suscitent l'indignation. C'est pourquoi la désinformation, les rumeurs, les mensonges, les complots et les canulars prennent un caractère naturel sur le Web : ils fournissent aux communautés virtuelles insatisfaites de nouvelles clés pour interpréter la réalité. Les fausses nouvelles se propagent six fois plus vite que les vraies informations. Eh bien, il existe un peuple désenchanté et plein de ressentiment qui déteste les politiciens (surtout les vieux antisystème cooptés par le pouvoir, les gauchistes confortables) et est de plus en plus réceptif aux arguments issus d'une réalité parallèle à celle qu'ils décrivent, ce qui le rend facilement manipulable par les experts du chaos. L'information et la politique ont fait un saut qualitatif dans la falsification tandis que la conscience historique a régressé. Oublieux et en proie aux algorithmes, le peuple n'est plus ce qu'il était. La colère populaire ne fait pas non plus rage.

Sans barrages efficaces et favorisée par la crise – économique, environnementale, politique, culturelle – la vague d'extrême droite continuera à attirer le soutien des petits agriculteurs, de la classe moyenne appauvrie et des travailleurs blancs en voie d'exclusion qui vivent dans les petites villes, en périphéries des grandes villes et dans les zones désindustrialisées. Il reprend la base sociale du vieux stalinisme, politiquement liquidé après la chute du rideau de fer. Paradoxalement, l'extrême droite fait moins peur que l'establishment. La nouvelle direction européenne imposée par la catastrophe future présente des caractéristiques similaires à celles prônées par l'extrémisme. La sortie improbable nécessite des mesures de déréglementation sur les questions environnementales, des politiques d'austérité, des tarifs d'importation, des changements dans les plans de défense (notamment en ce qui concerne l'Ukraine), des alternatives à l'appauvrissement et des préceptes restrictifs en matière de migration et de libertés, ce qui n'a sa place que dans un repli nationaliste. Si la droite radicale triomphe, le démantèlement contrôlé de l'Union européenne, rêve de la bourgeoisie éclairée qui a vaincu le nazisme, apparaîtra à l'horizon. La fondation politique qui l'a soutenu, l'alliance entre sociaux-démocrates et conservateurs bénie par Washington, ira en enfer. En termes de pouvoir réel, cela signifierait qu'une partie des exécutifs transnatio-

naux réfléchit à la continuité du projet européen, qui commence à devenir onéreux et politiquement de moins en moins viable. Avec sa fin, un nouveau cycle capitaliste et un nouveau chapitre de domination bourgeoise se refermeraient. Face à ceux qui résistent au désastre, un panorama décourageant s'ouvre, bien qu'instable au point que toutes les sorties sont possibles. Y compris les meilleures.

Miquel Amoros (historien anarchiste)



## Le système électoral maintient les privilèges d'une minorité



**C**e que certains anarchistes électoralistes et la gauche en général nous proposent c'est la politique du moindre mal en votant pour le NFP. Mais un vote ne fait pas une stratégie. Certes l'opposition RN/NFP est tranchée mais elle devrait se placer davantage sur le plan des valeurs. Le programme du Front populaire reflète le déjà entendu et non réalisé de la gauche de gouvernement. La bande à Mélenchon prétend au sérieux en équilibrant d'un point de vue théorique la production, la redistribution et l'écologie. Le programme du RN se place, lui, sur ses valeurs traditionnelles de la droite identitaire : contrôle de l'immigration, préférence nationale, refus de l'écologie, la sécurité...

Avec LR qui clarifie sa position en se scindant, avec un RN qui fait des scores électoraux hors normes, avec une union de la gauche à la va-vite et qui explosera à la moindre occasion, les libertaires se retrouvent au milieu de ce fatras politicien. Pour autant, fidèles à nos engagements, nous ne comptons pas nous inscrire dans une logique électoraliste.

L'adhésion aux discours du RN et le succès électoral qui en résulte demeurent la défaite de tous et toutes y compris nous autres libertaires qui n'avons pas su capter sur nos idées le camp de travailleurs.

Par ailleurs, en admettant que le RN arrive au pouvoir, ce qui n'est pas encore fait, nous savons pertinemment qu'il n'arrivera pas à respecter ses engagements et le ressentiment à son égard grandira comme pour tout parti politique au pouvoir. Ce qui est à craindre, c'est que les travailleurs se tournent alors vers l'esprit « Reconquête » jugé plus combatif contre l'immigration etc.

Zemmour sans député, ce n'est pas pour autant qu'il disparaîtra, et avec lui et ses associés, c'est toute l'extrême-droite qui se cache derrière le paravent du RN en attendant son heure.

Le fascisme a une logique autoritaire (Etat-nation) et se veut le garant d'une morale souvent chrétienne : contre l'avortement et les minorités LGBTQ+ ; c'est le contrôle sur les corps en permanence. Le vote des catholiques incarné par Marion Maréchal se radicalise. La peur de l'Islam... Par exemple, selon les instituts de sondage IFOP et IPSOS 10 à 12% des catholiques pratiquants ont voté Reconquête aux dernières européennes.

Il est d'ailleurs possible d'effectuer une symétrie entre les différents intégrismes religieux à propos du contrôle sur les corps, notamment des femmes. C'est pour cela entre autres que le combat anticlérical sera toujours d'actualité si l'on aspire à l'émancipation.

Depuis 2002, les scores électoraux du FN/RN croissent régulièrement et sûrement. Cela fait quatre décennies que les politiciens font des promesses qu'ils ne tiennent jamais ou à la marge. Ce sont ces pratiques politiciennes qui nourrissent la défiance des gens. Dans les boîtes aux lettres les tracts concernant les élections législatives arrivent, on peut y lire pour les députés sortants qui entendent conserver leur place : « Dans ce contexte incertain et lourd de dangers, nous nous représentons pour retourner au combat avec votre soutien indispensable ». Hormis le traditionnel appel à déléguer son pouvoir, c'est la rhétorique politicienne qui pose problème. Le citoyen lambda se dit que le député va retourner au combat. Mais on n'a rien obtenu à part une hausse des prix alimentaires, de l'énergie... à quoi bon revoter pour un député qui finalement ne nous a pas beaucoup servi dans notre vie de tous les jours. Alors ce citoyen s'abstient ou vote pour essayer quelque chose de nouveau. CQFD.

La lepénisation des esprits ne date pas d'aujourd'hui, sortie comme par enchantement. L'idéologie d'extrême-droite va bien au-delà des problèmes migratoires. Les idées portées par différentes chapelles d'extrême-droite et fascistes infusent et se diffusent : subversion migra-

toire, ensauvagement et insécurité, décivilisation...

La banalisation suit son cours depuis plus de vingt ans. Ceux et celles qui ont joué avec le feu seront comptables de leurs actes devant l'Histoire à commencer par Mitterrand.

Cependant les idées d'extrême-droite gouvernent déjà en France et depuis longtemps. Le RN au gouvernement ne sera qu'une accélération de la politique coloniale, antisociale, autoritaire, écocidaire, patriarcale, etc. dont Macron n'a jamais été le rempart mais l'accélérateur à la suite de Sarkozy notamment avec de multiples complicités de tous bords politiques (Chevènement, Valls...). Alors faire barrage comme les castors depuis plus de vingt ans, c'est à la fois éculé et absurde car l'extrême-droite est un produit de ce système capitaliste. Il en est même le bouclier dans sa forme la plus radicale notamment s'il y avait un danger révolutionnaire qui irait à l'encontre des intérêts du patronat.

Penser le vote comme une stratégie de lutte à part entière est un attrape-couillons. Dans l'état actuel des choses, même si le NFP arrivait au pouvoir, il ralentirait peut-être la poussée de l'extrême-droite mais momentanément et en aucun cas cette dernière disparaîtrait. Seule une rupture avec le système capitaliste et un changement radical de logiciel pour une égalité économique et sociale ainsi qu'une écologie sociale pourrait mettre hors champ le fascisme.

Le système électoral a été conçu en 1848 pour rendre inaudible toute contestation révolutionnaire et surtout pour maintenir les privilèges des capitalistes et de leurs larbins sous couvert de démocratie.

Qui pense sérieusement que la devise liberté égalité

fraternité est appliquée ? Peut-on être libre quand on est pauvre. Peut-on être libre quand on est assigné à sa classe sociale, sa couleur de peau...

Les bobos, les sociaux -démocrates se rattachent aux valeurs traditionnelles de confiance dans les institutions, la démocratie, l'universalisme... Ce sont des mots creux s'ils sont vidés de leur substance comme la devise que l'on trouve sur les frontons des mairies... C'est pour cela qu'ils invitent Laurent Berger à devenir premier ministre en cas de victoire du NFP. Nous ne cautionnerons jamais ce type d'entourloupes.

Les anarchistes sont certes peu audibles mais ils ont une analyse sérieuse de l'Etat qu'il conviendra bien un jour de détruire pour construire la révolution sociale et libertaire à laquelle nous aspirons.

Dénoncer un parti qui édulcore son programme, ses propos et qui se dédiabolise ainsi comme le RN, ne sert pas à grand-chose même s'il faut le faire.

Les oppressions qu'induisent le pouvoir et ses rapports de domination sont les fruits qui viennent du même arbre. Il nous faut tout analyser à la racine du mal ou plutôt des maux.

A la différence de l'extrême-droite qui joue sur la peur, les anarchistes, eux, capitalisent sur le sentiment d'injustice et sur la rage. Mais notre colère ne suffit pas.

Nous devons donc adapter nos réponses à l'urgence climatique mais aussi aux nouvelles technologies sécuritaires qui nous répriment et vont le faire de plus en plus.

Patoche (GLJD)

## Les anarchistes ne votent pas

**L**es anarchistes ne votent pas ! Et c'est vrai, quand il est question de suffrage universel les anarchistes prêchent l'abstention révolutionnaire. L'anarchiste refuse de se servir du bulletin de vote pour changer quelque chose ou pour participer à l'expression de « la volonté du peuple », parce qu'il sait que ces deux illusions sont d'énormes duperies constitutives de la démocratie représentative.

Les gens devraient le savoir mais ne le savent pas. Un esprit libre ne peut manquer de s'étonner en regardant autour de lui que, même constamment abusée et périodiquement trompée, la confiance de l'électeur survivra aux déceptions répétées et à ses propres lamentations quotidiennes. Les législatures se succèdent, chacune laissant derrière elle le même désenchantement, la

même réprobation. Et, comme un pitoyable Sisyphe, l'électeur continue à voter quand le pouvoir politique lui demande de le faire.

Nous savons que nos arguments sont forts, mais la raison ne suffit pas. L'habitude, la coutume, s'imposent d'elles-mêmes pour la seule raison que le citoyen les trouve déjà dans le tissu social, il les a reçues à la naissance, et il suit la loi que le pouvoir lui a donnée.

Le régime de la représentation parlementaire enlève au peuple sa capacité de faire ou d'établir ses propres normes. Mais le gouvernement est nécessaire, nous dit-on, pour maintenir l'ordre dans la société et pour assurer l'obéissance à l'autorité, même si cet ordre et cette obéissance consacrent la subordination du pauvre au riche

et du travailleur au patron. Bref, l'ordre étatique c'est la hiérarchie sociale, la misère pour le grand nombre, l'opulence pour quelques-uns.

La démocratie représentative, assise sur le suffrage universel, ne peut que conforter cet ordre-là. Bakounine pensait que « le despotisme gouvernemental n'est jamais aussi redoutable et aussi violent que lorsqu'il s'appuie sur la prétendue représentation de la pseudo-volonté du peuple ».

Mais pourquoi le suffrage universel ne peut-il exprimer qu'une pseudo-volonté ? Parce qu'il enferme trois fictions, trois vrais attrape-couillons :

1° Un individu (un citoyen, une citoyenne), un vote. L'égalité numérique de l'institution collective, qui est le suffrage universel, arrive à construire diverses unités abstraites – majorité, minorité, abstentionnistes – à partir d'un ordre sériel qui sépare, qui isole, les individus concrets et réels. Ces individus sont les agents de pratiques sociales diverses, ils intègrent des groupes sociaux, font partie d'un réseau de relations affectives ou cognitives, de travail et de loisirs, et ces groupes-là comportent d'énormes inégalités devant le savoir, les possibilités d'information, l'argent. L'unité abstraite et artificiellement construite qui sort des urnes sert ainsi seulement à départager, à moindre coût que la lutte ouverte, les différents groupes politiques et économiques de la classe dominante qui se battent pour contrôler le gouvernement, les partis politiques, les mass medias, la circulation des capitaux. Les oligarchies « représentatives », que nous connaissons dans le monde industrialisé sous la dénomination de « régimes démocratiques », s'appuient sur cette pseudo-volonté populaire – résultat de l'égalisation ou uniformisation imposée dans l'abstraction numérique par le suffrage universel –, pour maintenir la hiérarchie sociale et l'appropriation capitaliste du travail collectif.

2° Le choix de l'électeur se porte, dans la pratique, sur

des candidats préalablement sélectionnés par les partis politiques. Ces candidats – sauf dans les élections municipales de petites villes – ont fait, par des exigences institutionnelles de ces mêmes partis, une longue carrière politique (quoique ces derniers temps les politiciens ont tendance à mettre en avant de jeunes candidats), ils ont été présélectionnés et on voit mal quelqu'un de rebelle ou rétif franchir les premiers échelons d'un tel parcours. Ce sont les partis qui choisissent les « représentants du peuple » et ce sont eux qui sollicitent la voix des électeurs.

La volonté du peuple, déjà réduite à une unité numérique – il ne délibère pas et ne décide pas, ce sont ses soi-disant représentants qui auront cette tâche –, a la possibilité, pour s'exprimer, d'opter en dernière instance entre deux ou trois politiciens et il choisit, comme on dit, le moindre mal. Choisir le moindre mal est, en bonne logique, choisir toujours le mal. Et peut-on faire semblant de croire que c'est cela la volonté du peuple ?

3° La représentation qui sort du suffrage universel est une délégation globale du pouvoir de l'électeur (capacité de décider) sur la personne du représentant pendant le temps du mandat.

Le peuple, considéré mineur, est sous sa tutelle. Il a choisi son maître. Il « la ferme » jusqu'à la prochaine convocation du pouvoir politique.

On appelle démocratie représentative ou indirecte cette institution dans laquelle la volonté du peuple a été escamotée par l'alchimie du suffrage universel.

L'anarchiste ne veut pas jouer la comédie. Il ne se plie pas devant l'autorité institutionnelle.

Les anarchistes ne votent pas !

E. C.

## Pour l'action directe, pour la Révolution libertaire

**S**i l'extrême-droite a caressé la poignée de la porte du pouvoir, bien aidée par une partie des Républicains, la gauche s'est ressaisie au deuxième tour des législatives en s'unissant et en concoctant un programme commun aux quatre composantes du Nouveau Front Populaire.

Certains se disent « on a échappé au pire », le RN n'a même pas une majorité relative, et les urnes ont permis une percée de la gauche, LFI en tête. Donc les urnes ont parlé et le fait d'avoir voté, pour les deux tiers des Français, a déjoué le risque RN.

A y regarder de plus près, les urnes n'ont rien résolu du tout. Primo, le RN récolte 143 sièges de députés ce qui représente un sacré trésor de guerre pour l'avenir d'autant que les dix millions de voix ont été dépassées lors des deux tours. Et nous allons manger du Bardella et de la famille Le Pen pendant encore quelques décennies. Secundo, les autres partis politiques, toutes tendances politiques confondues nous livrent une image déplorable de la politique. Heureusement que l'heure est grave ! Tercio, la configuration actuelle de l'Assemblée arrange bien le RN qui attend son heure patiemment car bon nombre de militants formés pour mailler le territoire

manquent à l'appel sauf à prendre le tout-venant...

Tout a réellement commencé pour ce parti d'extrême-droite à Dreux, en 1983, où le Front National de l'époque a conquis le pouvoir municipal de cette ville avec Jean-Pierre Stirbois. Déjà une coalition RPR-FN avait permis cette première victoire. Et les méthodes pour arriver au pouvoir furent les mêmes que celles employées aujourd'hui : l'exploitation des peurs des gens (immigration, instrumentalisation des faits divers, peur du déclassement social, fausses nouvelles, mensonges etc.). Ce sont les notables de tous bords politiques qui ont légitimé le racisme sur le dos de la misère sociale. Les anarchistes ont essayé de faire entendre leur voix ainsi que l'extrême-gauche, à l'époque. Nous disions qu'enlever des droits aux immigrés n'en donneraient aucun supplémentaire aux « Français ». Dans les syndicats, on intervenait en disant aux camarades attaquant les immigrés : « Si tu mettais autant d'énergie à attaquer le patron que tu en mets à t'en prendre à de pauvres bougres, il y a longtemps qu'on serait en autogestion ». Et puis les vieux militants ont quitté le boulot et n'ont pas suffisamment transmis la solidarité de classe d'un point de vue internationaliste sur les lieux de travail, aux plus jeunes. Le collectif des Comités d'Entreprise (colonies de vacances...) a cédé le pas sur l'individuel (chèques cadeaux...). Et l'on s'aperçoit que l'esprit RN s'installe davantage dans les entreprises où les syndicats sont inexistantes : les fameux déserts syndicaux. Bien sûr, on connaît tous des travailleurs qui sont à la fois à la CGT ou FO et au RN. Mais quand il n'y a pas de syndicat pour faire contrepoids, c'est encore pire.

Que nous indiquent ces élections ? D'une part, comme à l'accoutumée, les politiciens essaient de sauver leur place et pour cela sont prêts à tous les arrangements voire toutes les compromissions. D'autre part, les luttes de pouvoir sont toujours présentes entre partis mais aussi au sein même de ces partis. Il suffit de constater les croches pieds au sein de la gauche ou chez les macronistes pour proposer un Premier ministre. Les ennemis d'hier sont devenus les meilleurs amis le temps d'une élection et de sauver leurs fesses, pour redevenir les meilleurs ennemis le lendemain. Jusqu'au prochain rabiboilage, faut bien garder son job ; c'est que la place doit être bonne. Et les politiciens sont toujours dans le coup d'après ; aujourd'hui c'est la présidentielle de 2027.

Et l'on retrouve le PS en embuscade et des figures comme Hollande. Et du rififi au sein du NFP. Ces lascars font pitié, on a honte pour eux.

Tous les politiciens sérieux connaissent les maux qui ont permis ce score de 11 millions de votes pour l'extrême-droite : abandon des services publics dans les zones rurales, problème de pouvoir d'achat, racisme débridé...

Dans les zones périphériques comme on dit maintenant, les gens qui ont acheté une maison pour ne pas vivre dans des tours d'immeuble, ont besoin de deux voitures pour aller au boulot ou pour se déplacer. L'emploi n'est pas sur place. Alors quand le prix des carburants grimpe à la pompe, les gens sont dans la merde d'autant qu'il faut faire face aux coûts de l'énergie, à l'inflation, aux prix des denrées alimentaires qui ne cessent de monter...

Qui achète des voitures low-cost, si ce ne sont des travailleurs qui ont peu de moyens. Ces voitures moins chères sont un marqueur social. Ce sont les personnes décrites ci-dessus qui ont composé le gros des gilets jaunes au tout début, avant que les politiciens ne viennent récupérer ce qui pouvait l'être. Et puis, le ras-le-bol de ces politiciens hors-sol, de Macron à Attal, en passant par Rousseau et autres bobos. D'ailleurs les gouvernements Macron ont bien servi la soupe à l'agriculture intensive. En politique, il y a souvent loin de la coupe aux lèvres. Ils ont aussi reculé l'âge de départ pour prendre la retraite etc. Et ces écologistes qui ne connaissent le milieu ouvrier que dans Marx et non dans la misère comme Camus.

Et puis les communistes qui n'arrivent plus sur leur terre à se faire entendre. Exit les beaux gosses du Parti communiste Jumel et Roussel ! La guerre culturelle de Patrick Buisson est une mayonnaise qui prend.

Au jeu des non-représentatifs tout le monde se prend les pieds dans le tapis.

Macron a été élu deux fois pour éviter que Marine Le Pen ne devienne Présidente de la République à sa place. Mais il récuse cela d'un revers de manche : c'est sur son programme que les gens l'ont élu !

De même quand le NFP sort majoritaire des élections, il prétend qu'avec 17% des suffrages, il est légitime à gouverner.

Et les inénarrables Républicains qui exigent le poste de Premier ministre, c'est du grand guignol la politique ! Ils sont tous minoritaires !

Depuis des semaines, nous vivons des rebondissements tous les jours. Le grand jeu ou plutôt le grand spectacle de la politique politicienne. Comme si, il ne pouvait en être autrement.

Contrairement à ce qu'avait annoncé la plupart des grands médias, la mobilisation électorale contre le RN s'est effectuée non de manière dispersée mais plutôt groupée. La preuve, l'extrême-droite s'est faite bouler quand le front républicain a été tenu au deuxième tour. Autre révélation de ces tristes temps, le patronat n'est que peu intervenu dans les débats, lui le chantre des

valeurs de l'entreprise. L'entreprise serait-elle en dehors de la société. Enfin, sa véritable nature, qui chassée est revenue au galop, ce fut sa préférence pour le RN plutôt que le NFP. Pas très social ce patronat, plutôt affairiste. Il ne s'est pas mouillé pour faire barrage au RN. Mais qui aurait douté de cela ? Pourtant, le camp Macron a échafaudé dès le départ un scénario de grande coalition écumant à gauche et à droite. Et les politiciens s'allieront pour le NI NI : ni RN, ni LFI.

Les écologistes, LFI et ce qu'il reste du P.C. n'ont rien appris de la démocratie représentative. Ou ils sont naïfs, ce qui serait curieux de la part d'un Mélenchon, ou ils sont très manipulateurs. Les socialistes ne sont que des opportunistes qui n'aspirent qu'à revenir au pouvoir de manière hégémonique.

A droite, Attal l'a joué plus finement qu'Edouard Philippe. Il a proposé une stratégie incluant des retraits au deuxième tour au profit de LFI, au cas par cas.

Edouard Philippe, autrefois surnommé Doudou mais maintenant affublé du surnom de « Fantômas », a commis deux bourdes. La première, c'est qu'il a campé sur le NI RN Ni LFI, ce qui au niveau front républicain n'était pas à la hauteur. Puis on découvre qu'il a à la fois dîné avec Marine Le Pen et appelé à voter pour le communiste Lecoq. C'est ce que l'on appelle ne pas mettre tous les œufs dans le même panier. Ce repas avec Marine Le Pen risque de lui rester sur l'estomac un bon bout de temps. Même Toubon, ancien ministre de Chirac, a appelé à ériger un front républicain, y compris avec LFI. Au moins la consigne était plus cohérente et claire. Il a bien compris que le vote RN était bien plus qu'un vote contestataire et est devenu un vote d'adhésion en bonne partie sur le refus de l'immigration. Même si la dimension pouvoir d'achat est aussi prégnante dans le vote pour la formation d'extrême-droite.

Et puisque le défilé du 14 juillet vient de passer nous ne pouvons résister à cette diatribe de Georges Courtois :

« Deux cent années plus tard voilà qu'on nous empeste

## Les syndicats à la rescousse du NFP

Un certain nombre de militants se soude et s'aggrave aujourd'hui pour demander au NFP d'arrêter ses effets de manche et ses divisions partisans. Pour appliquer le programme, rien que le programme comme dirait Mélenchon. Ces acteurs et actrices de la société civile désirent des ministres de combat sur les questions sociales et sociétales. Si cela part d'un bon sentiment, la démarche nous gêne parce que comme d'habitude, les dirigeants syndicaux et ce n'est pas nouveau et uniquement dû à Sophie Binet, pensent toujours à un dé-

D'une Révolution prêchant l'Égalité,

Quand on sait bien, partout, que la seule qui reste,

On ne la voit jamais que dans la pauvreté...

Ce qui est révolu, hélas !, c'est le bel âge

Où les hommes rêvaient de se donner la main !

Les lampions s'éteindront et, dès le lendemain,

Le fêtard assouvi retrouvera sa rage

D'être encore au chômage !... (Georges Courtois, Fresnes, juillet 1989)

Allons, les politiciens, vous qui prétendez être les défenseurs des Droits de l'Homme, comment pouvez-vous oublier que vous êtes des vassaux des complexes militaro-industriels et des banques ? Et que cela durera tant qu'il y aura des Etats. La Révolution sociale reste toujours à faire.

Nous travaillons à cela. Pour l'instant, il manque un socle commun aux anarchistes au-delà de la nécessaire indignation. Ces élections nous ont permis de constater une perte de repères politiques pour certains qui se définissent comme libertaires. Mais les anarchistes sont antiparlementaires, point barre. Si le vote n'est plus que la seule alternative pour lutter contre l'extrême-droite, alors il faudrait en tirer les conclusions qui s'imposent : créer un parti politique qui se présente aux élections.

Ce n'est pas la voix que nous avons choisie. Notre volonté, c'est celle qui mènera à la justice sociale et fiscale, à l'émancipation, à l'égalité économique et sociale.

Vive l'anarchie !

Micka (GLJD)

bouché politique aux luttes sociales. C'est tout le piège politicien car bien souvent malgré des mobilisations de masse, les dirigeants syndicaux, faute d'indépendance et de raisonnement combatif, s'arrangent, faute de « débouchés politiques », à freiner voire saborder les grèves reconductibles par exemple, alors que certaines branches professionnelles y sont prêtes

Nous préférons la démarche inverse qui obtient davantage de concessions de la part de l'Etat et du patronat.

Une grève générale, avec occupations d'usines, de bureaux etc. qui dure, a sans conteste le poids nécessaire pour imposer les choix, demandes et revendications des travailleurs. Dans ce cas, ce sont les politiciens qui poussés au derrière sont obligés de négocier au profit des salariés et des chômeurs. Ce n'est pas encore la gestion directe des entreprises désirée par les anarchistes mais c'est une méthode qui a déjà produit des résultats contrairement à la sollicitation de politiciens qui font de la politique dans un cadre donné avec les contraintes du système dont ils ne veulent pas sortir.

Le programme du NFP ? Avec un président de la République contre, avec un patronat préférant un gouvernement RN, avec la BCE...le déficit public, les agences de notation, un contexte budgétaire tendu etc. Inapplicable tout simplement dans le cadre économique actuel..

Ce programme NFP n'est pas un programme anticapitaliste. Pourquoi ? Parce qu'il ne dénonce pas le capitalisme fondé sur les profits. Les travailleurs produisent tout mais ils ne possèdent quasiment rien. Ils se font voler le fruit de leur travail : les riches sont donc des voleurs. La loi punit le vol mais laisse le capitaliste voler en toute impunité sous couvert d'un libre accord entre partenaires alors que le travailleur est contraint de travailler pour vivre. Nous sommes dans le culte de l'argent et la soif de possession pour une infime minorité au détriment de ceux qui produisent les richesses. Aucune justice n'est possible dans un système fondé sur la propriété et l'accumulation. Ni l'équité, ni l'égalité ne

peuvent exister entre un maître et un esclave salarié. La politique a des effets corrupteurs : celui qui plonge en eau trouble se salit forcément. Les compromis faits par les socialistes ont éliminé le socialisme des partis socialistes. La « réussite » socialiste, des socialistes de gouvernement, a signé la faillite du socialisme. Et aujourd'hui, le PS qui a quasiment doublé le nombre de ses élus aux dernières législatives, cherchent à faire la cerise à LFI pour mieux s'en affranchir. Ce PS qui revient de loin (cf le score du PS à la dernière présidentielle) trahira à nouveau les classes populaires. On les a vus à l'œuvre et sur la durée. Avec de tels alliés, pas besoin d'ennemis !

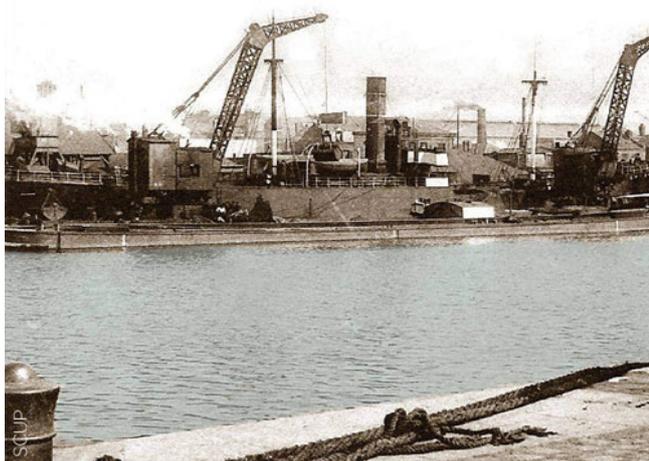
Les anarchistes veulent être libres, non asservis et nous devrions pouvoir avoir la chance de choisir la vie que l'on veut mener et de vivre avec qui l'on veut. L'anarchisme est donc contre les guerres, contre le recours à la violence contre d'autres, contre le monopole des richesses accaparées par quelques-uns, contre l'oppression, la domination et l'exploitation des gens. Il exprime donc une condition sociale où tous les hommes et toutes les femmes seraient libres et où tous et toutes profiteraient à égalité des bienfaits d'une vie sensée. Cette dernière ne peut advenir qu'en tenant compte d'une lutte contre le réchauffement climatique et en axant son devenir sur une écologie sociale et libertaire.

Ty Wi (GLJD)

PATRICE RANNOU

# DOSSIER JULES DURAND

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS  
CONDAMNÉ À MORT EN 1910 — RÉHABILITÉ EN 1918



Patrice Rannou

# Libertaires et Éducation



L'Harmattan

# Révolution anarchiste

Le dernier livre édité par les Editions Noir et Rouge, intitulé « Révolution anarchiste, de Pierre Joseph Proudhon à David Graeber », est un ouvrage qui mérite sa place dans toute bibliothèque militante. Je dirai, à titre personnel, que c'est un livre qui donne une idée positive de l'anarchisme, tourné vers l'avenir, loin des bouquins consacrés à la mémoire des vaincus, même si l'auteur, un érudit, aborde d'un point de vue libertaire tout ce qui a trait à l'histoire de l'anarchisme. Bref, enfin un livre qui donne envie d'être anarchiste et ce n'est pas là, la moindre de ses qualités. Les références sont nombreuses et suivent un fil conducteur qui nous transporte de la Fédération Jurassienne à l'écologie sociale d'aujourd'hui, en passant par de nombreuses figures de l'anarchisme.

A l'heure où certains se demandent comment on peut demeurer libertaire de nos jours quand on voit que les guerres avec leurs cortèges de morts, notamment civils, perdurent un peu partout dans le monde : Congo, Birmanie, Ukraine, Soudan, Gaza... Quand les marchands d'armes deviennent fréquentables et se présentent comme des défenseurs des Droits de l'Homme, contre ces pacifistes qui n'auraient rien compris et seraient dépassés, voire dangereux... Quand on constate tous les jours l'urgence climatique due à un capitalisme écocide, et ses dégâts... Quand on a en Europe, une extrême-droite qui se présente comme une alternative politique et que 11 millions de Français ont apporté leur voix à un R.N. décomplexé aux dernières législatives... Quand des milliardaires financent cette extrême-droite par l'intermédiaire de médias qui distillent la haine de l'étranger et des militants de gauche ou anarchistes... Quand la conscience de classe est laminée de jour en jour... Quand la société orwellienne arrive avec ses gros sabots... Quand nos frères de Kanaky subissent le joug colonial de l'Etat français... Quand l'ordre moral, sous couvert de libertés religieuses, nous ramène à des temps que l'on croyait disparus... Quand bien même tout cela et davantage encore, les militants anarchistes ne se résignent pas à choisir entre le désespoir ou la vie. Ils préfèrent la vie. Agir, c'est vivre. Résister, c'est vivre. S'entraider, c'est vivre...

L'anarchisme, c'est à la fois ce mélange de révolte contre les injustices, contre toutes les dominations et cette volonté de changer le monde, de proposer un autre futur, basé sur une éthique libertaire. C'est une pensée en action qui chemine pas à pas, où l'expérimentation,

notamment en auto-organisation (ZAD, luttes sociales et culturelles...) a toute sa place.

Cet ouvrage de Patrice Rannou apporte de nombreux témoignages où se sont réalisées et où se réalise encore une contre-société, loin des sentiers battus, pour une bouffée d'espoir, en noir et rouge, pour peut-être contrer la peste brune qui arrive à pas feutrés.

Une mise en page agréable, une couverture sublime, un contenu intéressant : de la belle ouvrage. Et ce complément inestimable des Editions Noir et Rouge : « Désormais, ce livre peut prendre place à côté de ceux de Nettlau, Guérin et d'autres encore. »

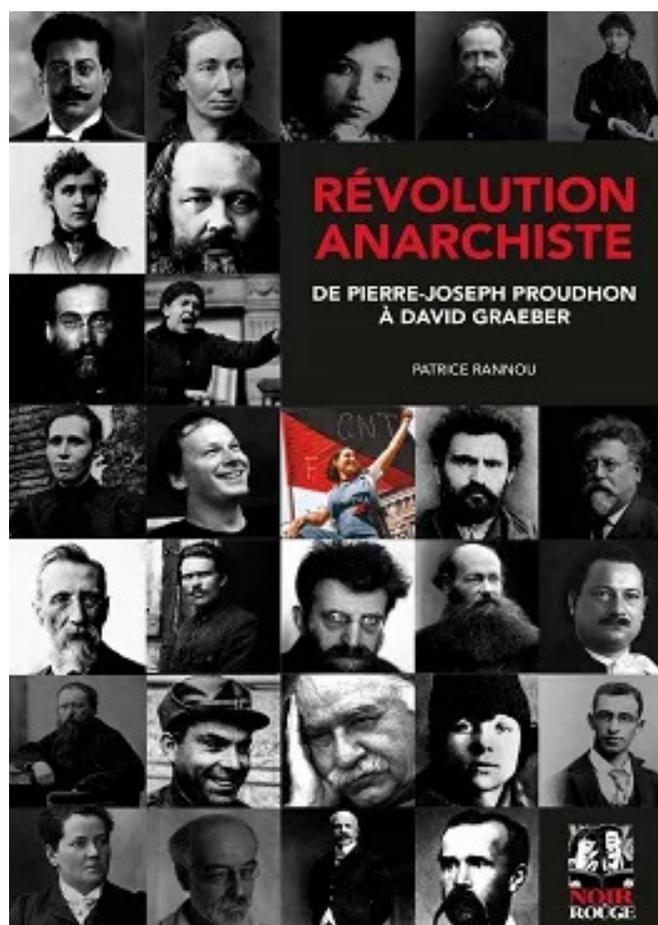
Micka

Date de parution : 06/09/2024

Nombre de pages : 245

Prix 20 euros

Hobo Diffusion



Le Libertaire

Internet : <http://le-libertaire.net/>

E-Mail : [julesdurand.lehavre@gmail.com](mailto:julesdurand.lehavre@gmail.com)

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail [julesdurand.lehavre@gmail.com](mailto:julesdurand.lehavre@gmail.com)